

présidentielle. Il s'agirait des ministres de l'Information, de l'Agriculture et du Travail. Selon des sources diplomatiques, ce dernier aurait été tué. Le président de la Cour constitutionnelle lui aussi aurait été arrêté. C'est lui qui devait légalement assurer l'intérim... Trois observateurs militaires belges ont été enlevés, une dizaine d'autres a été pris en otage. Deux d'entre eux, des Ghanéens, ont été tués. C'est en tout cas ce qu'affirme le commandant des casques bleus belges. Certaines informations font état de massacres commis de maisons en maisons par des militaires ou des gendarmes. De petits groupes de jeunes ont également été vus circulant dans les rues armés de machettes et de matraques.

Au centre Christos, 17 jésuites ont été sauvagement assassinés. Un groupe de militaires a procédé au tri entre les religieux rwandais et les étrangers. Une jeep de plusieurs gradés est arrivée. Et là, les militaires ont donné l'ordre de fusiller les Rwandais tutsis et hutus sans distinction. C'est ce qu'a expliqué un des pères rescapés. Et ce soir, on apprenait que les membres du FPR installés dans l'ancien Parlement avaient été attaqués, principalement dit-on à la Minuar, par des gendarmes... On ne connaît pas ce soir le bilan de toutes ces exactions à Kigali. »

P : Le FPR a immédiatement démenti toute implication dans l'attentat...

Itw d'Alfred Hussein (?), porte-parole du FPR (Dominique de Courcelles) :

« Nous avons toujours voulu une solution pacifique aux problèmes politiques du Rwanda. Bien sûr, nous condamnons cet acte. C'est absolument faux, les gens qui disent que c'est nous... Ce sont vraiment des menteurs.

(Q. de D. de C. : Est-ce que vous pensez que ça met par terre maintenant tous les accords d'Arusha et tout le processus qui difficilement se mettait en place ?)

Pour le moment, je ne pense pas parce que je crois que les Rwandais devraient surtout continuer à dialoguer, c'est-à-dire les forces politiques, pour voir comment le Rwanda pourrait sortir de cette impasse. Je crois que si on applique très bien les accords d'Arusha, il n'y aura pas de problèmes. »

P : Voilà donc un relatif optimisme du FPR. Mais Ghislaine Dupont nous le disait il y a un instant, les troupes du FPR ont été attaquées. Elles ont été impliquées dans des combats aujourd'hui à Kigali.

Apparemment, toutefois, la vraie bataille oppose deux factions de l'armée rwandaise. C'est ce que relève plusieurs observateurs et parmi eux, le ministre belge des Affaires étrangères.

Itw de Willy Klaes, ministre belge des Affaires étrangères :

«...Pour l'instant, tout indique qu'il s'agit de deux factions de l'armée officielle. Donc le fameux FPR ne semble pas être actif quoique ce front a sa propre armée. Il paraît qu'il y a une petite faction dans cette armée qui désire prendre le pouvoir tandis que la grande faction essaye d'imposer les règles normales du jeu... Comme il est très

difficile pour nos ambassadeurs de se déplacer, je ne dispose pas de données plus amples. »

Pap. de Donaig Le Du :

«...Même si la situation est actuellement très préoccupante au Burundi, on est donc très loin du climat de violence absolue qui prévaut au Rwanda. »

P :...Le président du Gabon se dit triste et inquiet. Yoweri Museveni parle d'une tragédie et dénonce le laxisme dans les mesures de sécurité au Rwanda. Le secrétaire général de l'Onu parle aussi de tragédie et estime que la tâche de l'Onu va se trouver encore un peu plus compliquée. L'Oua appelle les deux peuples au maximum de retenue. La Belgique condamne l'attentat et réclame une enquête impartiale pour identifier les coupables. Même position de Paris où le ministre de la Coopération a exprimé sa consternation.

Pap. de Pierre Benoit :

«...On apprenait un peu plus tard que deux compagnies de parachutistes basées à Bangui avaient été mis en état d'alerte. Précaution de routine expliquait-on dans un premier temps mais ce soir, on précise que toutes les dispositions sont à l'étude pour permettre l'évacuation des ressortissants français du Rwanda... Cette évacuation n'a pas encore été décidée... On indique de source militaire que les combats à l'aéroport de Kigali interdisent la mise en oeuvre du projet. Paris est en liaison constante avec Bruxelles sur le dossier de l'évacuation... »

Itw de Willy Klaes, ministre belge des Affaires étrangères :

« On fait maintenant des démarches à New York, on les fera aussi à Washington, pour voir si en cas de besoin, on peut obtenir immédiatement le feu vert pour que les casques bleus jouent un rôle plus actif. Je reste prudent car, dans la mesure où les casques bleus se mêlent dans les confrontations éventuelles entre Hutus et Tutsis, on crée le danger pour nos compatriotes. Les Hutus ou les Tutsis pourraient se venger sur la population blanche. Donc, ce n'est qu'en cas où le scénario du pire se présente, qu'en effet on doit avoir un mandat du secrétaire général de l'Onu de pouvoir intervenir. Et c'est cela qu'on essaye maintenant d'obtenir. »

- Journaux Afrique du 08 avril 94 (1994 JAF 0098)

513/ Afrique matin (1994 JAF 0098 A)

P = Danielle Lefèvre

P : De graves incidents qui ont fait un nombre indéterminé de victimes...Ce matin, à Kigali, on entend toujours des tirs de mortier et des rafales d'armes automatiques et on peut redouter une nouvelle journée de violences.

Pap. d' Assane Diop :

«...Les tueries sélectives et systématiques essentiellement menées par des éléments de la Garde présidentielle rwandaise ont été particulièrement effroyables. Parmi les premières victimes, on compte Mme Agathe Uwilingiyimana. Le Premier ministre a été abattu dans les premières heures de la matinée...Au moins trois ministres sont tombés sous les balles de la Garde présidentielle. Il s'agit des ministres de l'Information, de l'Agriculture et du Travail, enlevés et puis exécutés avec des membres de leur famille. Abattus également les présidents de l'Assemblée nationale et de la Cour constitutionnelle...Au siège de la communauté religieuse Christos, la garde présidentielle a procédé à un véritable bain de sang. Ce sont 17 jésuites rwandais, Hutus et Tutsis, qui ont été passés par les armes. Un bilan des victimes civiles, considéré comme particulièrement élevé, devrait être publié ce vendredi. Aux victimes rwandaises s'ajoutent des étrangers. Parmi lesquels, dix casques bleus belges chargés de la protection des ministres rwandais, précise Bruxelles. En dehors des victimes sans défense, la Garde présidentielle s'est également attaquée aux 600 combattants du FPR... La principale crainte est que ces tueries et affrontements ne s'étendent au reste du pays.»

P : Le commandement du FPR appelle pourtant au calme et menace d'intervenir uniquement si les autorités n'arrivaient pas à reprendre le contrôle de la situation pour, je cite le communiqué du FP, honorer une mission sacrée, celle de protéger les innocents. Le FPR qui rejette par ailleurs toute responsabilité dans la mort des présidents rwandais et burundais.

Itw d' Alfred Hussein (?), porte-parole du FPR (Dominique de Courcelles) :
Diffusée la veille au soir

P : ...Du côté de la Belgique, on n'exclut aucune option, surtout après la mort de ressortissants belges.

Corr. d'Anne-Marie Mouradian :

« Les 10 casques bleus belges étaient chargés d'assurer la sécurité des ministres rwandais et notamment celle du Premier ministre assassiné hier. Leur commandant, le colonel Marchal, a indiqué depuis Kigali que les soldats belges avaient été séparés des personnes qu'ils escortaient, désarmés et emmenés par les FAR dans le camp Kigali, où ils ont été maltraités puis abattus... Un plan éventuel d'évacuation est à l'étude en étroite collaboration avec la France... »

514/ Afrique midi (1994 JAF 0098 B) - 8 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Terreur et confusion... De très nombreuses victimes hier...

Pap. de Muriel Pomponne :

« Il y a eu des combats à l'arme lourde toute la matinée, notamment autour du CND où résident les combattants du FPR. La garde présidentielle a, semble-t-il, attaqué le CND au mortier tandis que les soldats du FPR n'ont plus que des armes légères, depuis qu'ils sont rentrés dans Kigali. Une colonne du FPR progresserait, il faut le dire au conditionnel, du nord vers Kigali. La plupart des casernes du pays se seraient soulevées et certaines d'entre elles tenteraient une jonction avec des éléments du FPR... Dans la capitale, les militaires rwandais forcent les portes, rentrent dans les maisons des expatriés, semble-t-il, à la recherche de Tutsis. La violence a également quitté Kigali pour gagner Gisenyi. Les militaires sont dans les rues. Ils ont abattu au moins un civil. A Butare, au Sud, les militaires ont également dans les rues. Sur Butare, il faut savoir que vivent de nombreux réfugiés rwandais, surtout des Hutus. Ils vivent actuellement dans la terreur. Ils sont armés de machettes et de couteaux. La situation est d'ailleurs tellement tendue que les organisations humanitaires n'osent plus entrer dans les camps. A propos d'organisations humanitaires, cette nuit, à Kigali, un certain nombre de Rwandais travaillant pour ces organisations humanitaires ont été massacrés. »

Itw de Georges Dallemagne, un des responsables de MSF Belgique, qui a pu rentrer en contact avec ses équipes ce matin (Muriel Pomponne) :

« Cette nuit, à Kigali, des éléments armés en uniforme sont entrés de force dans les résidences de plusieurs organisations humanitaires. Ils ont rassemblé le personnel de maison et ont abattu ce personnel de maison froidement... Nous estimons à au moins une vingtaine le nombre de personnes qui ont été ainsi froidement abattues.

(Q. de M. P. : Alors qui est responsable de ces assassinats ?)

Difficile à dire. Probablement des éléments de la Garde présidentielle...

(Q. de M. P. : Comment expliquez-vous qu'ils aient commis ce massacre ?)

Je pense que ces massacres ont été commis essentiellement pour des raisons ethniques. Le personnel de maison était en partie ou parfois en majorité Tutsi. Ces

personnes ont été, semble-t-il, abattues uniquement en raison de leur appartenance ethnique. »

P : ... Est-ce qu'on peut aujourd'hui essayer de savoir quelles sont les personnes ou les catégories de personnes qui sont menacées ?

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Les meurtres qui se commettent à Kigali semblent avoir pour unique logique de supprimer tous ceux qui, de près ou de loin, luttent pour le multipartisme, les droits de l'homme et le partage du pouvoir. Pour schématiser, les cibles sont les garants et les sympathisants des accords d'Arusha. Ceux qui tuent, la Garde présidentielle, noyau dur, totalement opposée au partage du pouvoir, extrêmement bien armée et qui a été formée par la coopération française. Avec elle, une fraction de la gendarmerie et de l'armée, ainsi que les milices de l'ex-parti unique. Ils s'attaquent donc à la relève politique et démocratique. Assassinats des membres de l'opposition non armée... L'opposition est donc décapitée. Les représentants des droits de l'homme, le vice-consul du Luxembourg et le représentant des pères jésuites éliminés également. Les victimes membres de la Minuar et des ONG peuvent être considérées également comme garants des accords de paix. Bien sûr, il ne faut pas oublier les massacres de civils, victimes eux d'une rage aveugle de la part de ceux qui, au-delà de venger le président, profite du vide politique pour prendre le pouvoir et enterrer les accords d'Arusha. »

Itw du colonel Marchal, commandant belge de la force des Nations unies (RTBF) :

« Les expatriés ne sont pas inquiétés. Il s'agit de règlements de compte entre factions armées.

(Q. de la RTBF : Est-ce que vous demandez des renforts ?)

Il n'y a pas nécessité d'envoyer des renforts tant que la vie ou la sécurité des expatriés n'est pas directement menacée. Je suis personnellement convaincu que l'on va pouvoir trouver une solution, bon ... intérieur, et tout ce qui vient de l'extérieur, bon c'est un petit peu pris comme une imposition, une obligation que l'on impose aux Rwandais. Naturellement, il y a une certaine réticence. Il y a des réunions qui vont débiter dans les minutes qui viennent et en fin de journée, on aura déjà une bonne orientation sur les probabilités de dégagement. »

P : ... Avec en France comme en Belgique une grande question : faut-il ou non évacuer les quelques 1 500 Belges et les 600 Français ?

Pap. de Daniel Desesquelle :

« A Paris, on estime que l'initiative appartient à Bruxelles. Si le gouvernement belge décide d'évacuer ses ressortissants, les Français suivront... Avec 8 500 soldats prépositionnés en Afrique, dont 2 000 en Centrafrique et au Gabon, les Français peuvent

conduire une opération de type de celle menée à Kolwesi en 1978...La principale difficulté à tout engagement est l'aéroport de Kigali...Depuis la Garde présidentielle s'en est emparée...ce qui impliquerait à priori le largage de parachutistes pour reprendre l'aéroport. »

Itw d'Edouard Balladur, Premier ministre, à Pékin (Hélène Da Costa) :

«La situation au Rwanda, la France y est extrêmement attentive, attentive notamment parce qu'il y a plusieurs centaines de Français qui s'y trouvent. Et nous veillons à ce que leur sécurité ne soit pas menacée et à ce que leur départ s'ils le souhaitent puisse être assuré. Quant au reste, il y a les forces des Nations unies, au nombre desquelles ne figurent pas les forces françaises, et bien, nous comptons sur elles pour jouer leur rôle comme elles le doivent si besoin est. »

Itw d'Abdou Diouf, président du Sénégal (Assane Diop) :

« C'est une tragédie...en tant qu'ami du peuple rwandais et du peuple burundais, en tant qu'ami personnel du président Habyarimana, nous considérons que c'est un geste de violence barbare... »

Invité : Adama Dieng, secrétaire général de la Commission internationale des juristes. Il avait rencontré le président Habyarimana à Kigali dimanche dernier.

Itw d'Adama Dieng, secrétaire général de la Commission internationale des juristes (Assane Diop) :

«...On peut se demander si ce coup n'est pas un coup des militaires rwandais eux-mêmes. On ne pense pas que ce soit à priori les Inkotanyi, les éléments du FP, qui soient à l'origine de cet attentat... »

515/ Afrique soir (1994 JAF 0098 C) - 8 avril 1994

P = Yves Rocle

T = Nouvelle journée de violences dans la capitale du Rwanda. La Croix rouge parle de centaines voire de milliers de morts. Parmi eux, des civils, des membres du gouvernement, des casques bleus. Et on vient de l'apprendre. C'est une information RFI. Un sous-officier français et son épouse ont aussi été tués.

P : Une nouvelle journée d'affrontements tout azimut dans la capitale rwandaise. Difficile de dire qui fait quoi, qui contrôle quoi. Les organisations internationales et les ONG en sont réduites à compter les morts.

Itw de Philippe Gaillard, responsable de la Croix rouge internationale à Kigali (Muriel Pomponne) :

« Il y a sans doute eu des milliers de morts entre mercredi soir et aujourd'hui. On revient de l'hôpital de Kigali, il y a 350 cadavres à la morgue. Il y a une quantité incroyable de blessés dans les couloirs... C'est toute la ville de Kigali qui est complètement secouée, dans le désordre le plus absolu. Il y a quantité de cadavres impressionnante au bord des routes ou à l'intérieur des maisons... On a vu des gens passer par-dessus les murs pour chercher une protection avec visiblement dans l'oeil la crainte de mourir dans la demi-heure qui suit. J'ai jamais vu ça de ma vie encore. J'étais au Burundi après le coup d'Etat. La situation ici est encore plus grave parce que ça se passe dans un milieu urbain, où en plus les gens se connaissent, ce sont des frères qui s'entretuent. C'est une véritable guerre civile urbaine qui a lieu à Kigali. »

P : ... Revenons sur cette violence interrompue à Kigali.

Pap. de Ghislaine Dupont :

« De bonne source à Paris, c'est un sous officier français et sa femme qui ont été tués aujourd'hui à leur domicile à Kigali. On ne dispose pas d'autres informations, notamment sur l'identité des assassins... Plusieurs ministres et hauts fonctionnaires rwandais, qui ont pu échapper à la mort, se sont réfugiés avec leurs familles à l'ambassade de France. Au total, c'est une cinquantaine de personnes qui est protégé par le petit détachement français à Kigali... »

P : La Croix rouge internationale parle de milliers de morts et de blessés à Kigali. Parmi eux, il y a de nombreux civils mais manifestement certaines catégories de la population rwandaise sont particulièrement visées. Et il ne semble pas s'agir uniquement de règlements de compte ethniques.

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Il ne s'agit pas à l'origine de massacres ethniques, de Hutu contre des Tutsi en tant que tel, même si bien évidemment, dans une pareille situation, tout dégénère aussi en règlements de compte entre communautés. Les témoignages font état de véritables chasses aux Tutsis, qu'on vient assassiner jusque dans leur domicile. Mais en fait, les cibles premières sont politiques. Il s'agit de ceux qui de près ou de loin défendent les accords de paix d'Arusha... Assassinats des membres de l'opposition non armée... L'opposition est décapitée... Les acteurs de ces crimes, la Garde présidentielle. 700 militaires très bien armés, qui ont été formés par la coopération française. Un noyau dur, totalement opposé au partage du pouvoir. Avec elle, au moins une partie de l'armée. Leur but : profiter du vide politique pour prendre le pouvoir et enterrer les accords d'Arusha. Reste qu'il leur faut compter avec l'opposition armée. Des ex-rebelles du FPR qui entendent bien ne pas les laisser faire. »

P : Plusieurs organisations non gouvernementales, qui sont de toute manière dans l'impossibilité de travailler, annoncent leur décision de se retirer. Pharmaciens sans frontière et Médecins du monde notamment ont décidé d'évacuer pour protéger la vie de leurs personnels.

Plus largement, les capitales occidentales suivent l'affaire de très près. Elles étudient les moyens d'organiser des opérations d'évacuation de leurs ressortissants...

Pap. de Daniel Desesquelle :

« La situation est jugée plus qu'inquiétante par la cellule de crise qui s'est réunie aujourd'hui entre Paris et Bruxelles... Avec 8 500 soldats pré positionnés en Afrique, dont 2 000 en Centrafrique et au Gabon, les Français peuvent conduire une opération de type de celle menée à Kolwesi en 1978... »

P : Michel Roussin exclut aujourd'hui toute nouvelle intervention militaire française, comme celle qui avait eu lieu entre octobre 90 et décembre dernier. Une éventuelle opération d'évacuation des Français n'entre pas bien sûr dans ce cadre-là.

Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

« ...Le gouvernement belge s'est contenté de publier un bref communiqué. Il lance un appel au secrétaire général de l'Onu en insistant sur l'impérieuse nécessité de renforcer la sécurité des casques bleus...Le problème est de concilier une éventuelle intervention sur le terrain avec des conditions de sécurité maximales pour les ressortissants belges actuellement cloîtrés chez eux à Kigali...L'assassinat des dix casques bleus belges a bien sûr créer ici une énorme émotion et la situation au Rwanda fait la une de tous les journaux et flashes d'information à la radio télévision nationale. »

P : A Londres, le Foreign Office annonce qu'il envisage l'évacuation de la centaine de Britanniques présents à Kigali. Et puis, les Américains prennent les devants. Ils annoncent la fermeture de leur ambassade au Rwanda et demandent à leurs ressortissants de quitter immédiatement le Burundi voisin.

Corr. de Jacques Tiziou de Washington :

«Les avertissements diffusés par le Département d'Etat sont bien clairs. Tous les Américains qui sont au Rwanda doivent maintenant en partir...à l'exception de quelques personnes nommées par le ministère comme étant personnel essentiel chargé de protéger l'ambassade et de communiquer avec Washington. L'ordre vise quelques 250 personnes...mais le problème demeure de ce qui est de les évacuer par voie aérienne. L'aéroport de Kigali reste fermé...le département d'Etat a diffusé un autre avertissement pour le Burundi, n'exigeant pas mais suggérant que les 400 américains et leurs familles en partent au plus vite... »

Invité : Philippe Gaillard, responsable de la Croix rouge internationale à Kigali

Itw de Philippe Gaillard, responsable de la Croix rouge internationale à Kigali (Muriel Pomponne) :

«La situation à Kigali est absolument chaotique...et surtout incroyablement douloureuse sur un plan strictement humain. Les rues sont en grande partie vide... Il y a eu des milliers de morts à Kigali entre mercredi soir et aujourd'hui.

(Q. de M. P. : Il y a beaucoup de combats ?)

Ca n'arrête pas de tirer...

(Q. de M. P. : Qui se bat contre qui ?)

C'est extrêmement difficile de dire. Je sais que la Garde présidentielle est un des acteurs du conflit. Je sais qu'une partie du bataillon du FPR a fait une sortie hier du Parlement pour attaquer la base militaire de Kanombe...Aux militaires s'est jointe une partie de la population qui profite du chaos généralisé pour se livrer à des règlements de compte de caractère ethnique, de caractère économique. Et surtout, surtout, surtout, aux pillages...

(Q. de M. P. : Est-ce que vous avez quelques informations sur la situation à l'extérieur de Kigali ?)

Du côté de Byumba, la situation est calme. Je viens d'avoir au téléphone un de mes délégués, à Ruhengeri la situation est tendue mais calme. La ville est quadrillée et fermée. On ne peut ni y entrer, ni en sortir. Et puis du côté de Murambi, la situation est sous contrôle mais très tendue... »

- Journaux Afrique du 09 avril 94 (1994 JAF 0099)

516/ Afrique matin (1994 JAF 0099 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Après les affrontements de ces deux derniers jours, les combats ont diminué cette nuit d'intensité. Les combats qui ont déjà fait des centaines de morts et de milliers de blessés. L'Onu annonce la nomination d'un gouvernement intérimaire. Paris envoie des troupes à Kigali pour assurer l'évacuation des ressortissants français.

P : ...Peut-on parler d'apaisement ? On sera tenté de le faire après l'annonce d'un cessez le feu cette nuit et dans la foulée de la mise en place d'un gouvernement intérimaire. Le tout sous la houlette des Nations unies. Même si le vide politique a l'air ainsi comblé, il ne faut pas aller trop vite car il y a encore ce matin des gens qui se battent au Rwanda.

Pap. de Muriel Pomponne :

« Des tirs ont encore été entendus cette nuit à Kigali mais ce n'était rien à côté des nuits précédentes, nous ont dit les témoins que nous avons pu joindre sur place...Ce qui semble prouver que le cessez le feu signé hier est progressivement respecté. Ce cessez le feu a permis la constitution d'un gouvernement intérimaire, présidé par l'ancien président de l'Assemblée nationale, Théodore Sindukubwabo. M. Jean Kambanda a été nommé Premier ministre. Il est membre du parti MDR, comme l'était l'ancien Premier ministre qui a été assassiné jeudi. Ce gouvernement est donc constitué de représentants de partis présents dans le gouvernement de coalition précédent. Ce cabinet a été nommé grâce à la médiation du représentant des Nations unies sur place par un comité de crise qui représente l'armée et la gendarmerie. Ce matin, une réunion doit se tenir avec le représentant du FPR pour, selon le communiqué officiel, consolider ces accords. Il semble donc qu'à l'heure actuelle, le FPR n'est pas partie prenante à part entière de ces accords. De même, la Garde présidentielle n'est pas citée comme telle dans ces accords, alors même qu'elle est une des parties essentielles de cette crise. »

P : Si les combats ont diminué d'intensité, en tout cas en deux jours, les règlements de compte ont fait des centaines, voire des milliers de morts, et aussi des milliers de blessés. Les chiffres sont donnés par la Croix rouge.

Itw de Philippe Gaillard, responsable de la Croix rouge internationale à Kigali (Muriel Pomponne) :

Diffusée la veille au soir :

«Il y a sans doute eu des milliers de morts entre mercredi soir et aujourd'hui. On revient de l'hôpital de Kigali, il y a 350 cadavres à la morgue. Il y a une quantité incroyable de blessés dans les couloirs...C'est toute la ville de Kigali qui est complètement secouée, dans le désordre le plus absolu. Il y a quantité de cadavres impressionnante au bord des routes ou à l'intérieur des maisons...On a vu des gens passer par-dessus les murs pour chercher une protection avec visiblement dans l'oeil la crainte de mourir dans la demi-heure qui suit. J'ai jamais vu ça de ma vie encore. J'étais au Burundi après le coup d'Etat. La situation ici est encore plus grave parce que ça se passe dans un milieu urbain, où en plus les gens se connaissent, ce sont des frères qui s'entretuent. C'est une véritable guerre civile urbaine qui a lieu à Kigali. »

P : Un autre témoignage encore plus parlant hélas sur les atrocités de ces derniers jours. Celui du docteur Frédéric Malardo, responsable de Médecins du monde au sud du Rwanda.

Itw du docteur Frédéric Malardo, responsable de Médecins du monde au sud du Rwanda (Edwardo Febro) :

«L'armée contrôle parfaitement la situation de la sécurité générale mais ne peut pas contrôler tous les petits méfaits de petites bandes. Y a des pillages. Y a des

règlements de compte entre Tutsis et Hutus. Et ça l'armée ne peut pas le contrôler. Et parfois même les mauvaises langues diraient qu'elle y participe. Et l'armée étant en majorité hutue ici, on peut constater, on peut assister à des massacres de population civile sans explication aucune. Et ça se passe en général dans les collines. On poursuit les gens jusqu'à chez eux, on les brûle chez eux ou on les coupe en morceaux et on les jette dans les latrines. Le ressenti de la population hutue est tellement fort par rapport aux Tutsis, qui sont bien entendu les accusés présumés du meurtre du président. Donc en fait, c'est un pogrom organisé contre lequel actuellement on ne peut rien. Un règlement inter ethnique, ça se passe au sabre, ça fait la plupart du temps pas de bruit. On brûle les gens dans leur maison, on les attache à leur voiture, on les brûle ou on leur coupe la tête. »

P : Voilà qui parle de soi-même. Quant à la situation des ressortissants étrangers, la tendance est à l'évacuation...

Pap. de Muriel Pomponne :

« Les troupes françaises ont pris le contrôle de l'aérodrome à 3h du matin temps universel. Pour l'instant, on ne sait exactement combien d'hommes la France a envoyé à Kigali. On vient d'apprendre que ce sont des parachutistes du 3^{ème} régiment parachutiste d'infanterie de marine, qui sont basés habituellement à Bangui. Au total, ce sont quatre avions de transport Transal qui se sont posés sur l'aéroport de Kigali, dont la piste était libre, précise-t-on au ministère de la Défense... Un seul est resté sur l'aéroport de Kigali. Officiellement, il s'agit d'assurer la sécurité des 600 Français présents au Rwanda et d'envisager une éventuelle évacuation... »

Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

« Le gouvernement belge a lancé un appel au secrétaire général de l'Onu pour un renforcement de la sécurité des casques bleus... Le gouvernement belge autorise l'état major général de prendre les mesures nécessaires pour préparer une opération militaire d'évacuation... intervention que ne semblait pas souhaiter le colonel Luc Marchal... »

P : Chose assez inhabituelle. Du côté de Washington, on suit de très près ce qui se passe pour une fois en Afrique. Là aussi des consignes ont été données.

Corr. de Jacques Tiziou de Washington :

Diffusée la veille au soir

517/ Afrique midi (1994 JAF 0099 B) - 9 avril 1994

P = Dalila Berritane

T = Les combats ont repris de plus belle ce matin. Les rebelles du FPR se dirigeraient vers Kigali. Leur leader a d'ailleurs rejeté le nouveau gouvernement intérimaire. Devant cette situation alarmante, les Occidentaux ont décidé d'envoyer des troupes sur place pour assurer la sécurité de leurs ressortissants et peut être même de les évacuer. La France a déjà envoyé cette nuit 280 soldats, 120 autres devraient suivre. Les Etats-Unis de leur côté ont envoyé 200 marines à Bujumbura.

P : ...Ce matin, on apprenait que le Rwanda s'engageait vers une véritable guerre civile...Des affrontements qui ont déjà fait un millier de morts depuis deux jours.

Itw du colonel Luc Marchal, commandant des casques bleus (Muriel Pomponne) :

«Les combats ont repris entre les deux factions, la Garde présidentielle et le FPR. Suite à la reprise de l'offensive du FPR du Nord vers le Sud, on peut craindre que l'ensemble des forces armées et de la gendarmerie se mettent aussi de la partie.

(Q. de M.P. : Ca veut dire qu'il y a des combats à l'intérieur de Kigali entre la rébellion et la Garde présidentielle et que de nouveaux rebelles descendent sur la capitale ?)

C'est exact...Nous n'avons pas d'évaluation très précise quant aux effectifs engagés...leur but étant la prise de pouvoir ici à Kigali...

(Q. de M.P. : Donc on craint une vraie guerre civile entre la rébellion et l'armée rwandaise ?)

A oui, on est en plein dans ce processus-là. »

Pap. de Muriel Pomponne :

« ...Les troupes du FPR sont estimées à environ 20 000 hommes...Toujours est-il que les rebelles ont engagé une action sur trois fronts, à l'est, vers la région de Mutara, à l'ouest vers Ruhengeri et au sud directement sur Kigali. Leur stratégie est donc d'encercler la capitale Kigali...Les rebelles ont donc franchi la zone tampon sans coup férir...L'armée compte 30 000 hommes. Les civils ne sont pas épargnés. Face à cette situation, les étrangers ont commencé à se rassembler... »

P : Je l'apprends à l'instant. Le FPR, par la voix de son porte-parole en Ouganda, avertit la France qu'elle ne doit pas se mettre en travers de son chemin. Sinon, les troupes du FPR seraient prêtes à affronter les troupes françaises, fin de citation.

Itw de l'amiral Lanxade, chef d'état major des armées (Daniel Desesquelle) :

«Cette nuit, nous avons déployé à Kigali environ 180 hommes...pour assurer dans un premier temps la sécurité de la plateforme aérienne. Ce dispositif sera complété dans

la journée pour nous permettre de prendre toutes les mesures nécessaires pour le départ des ressortissants. »

Pap. de Daniel Desesquelle :

« A la fin de l'après-midi, il y aura environ 400 soldats français à Kigali, 200 ou 300 marines américains. Le contingent belge fort de 800 parachutistes est en route. Mais l'armée rwandaise qui contrôle l'aéroport avec le détachement français ne souhaite pas à priori l'arrivée des belges et a disposé de nouveau des camions sur la piste de façon à empêcher l'atterrissage des avions. Toutefois, les parachutistes belges sont attendus dans la nuit et d'ici là la situation peut évoluer. Dans les 24 h à venir, 1 500 hommes environ devraient avoir pris position à Kigali... Pour l'instant, les militaires français ne se sont déployés à Kigali même. Des combats entre l'armée et le FPR sur la route de l'aéroport rendent difficiles pour l'instant toute percée. »

Corr. de Jacques Tiziou de Washington :

« ...Les 250 ressortissants américains seraient en sécurité à Kigali... »

P : ... L'Onu envisage d'évacuer tout son personnel du Rwanda. Les Nations unies semblaient pourtant optimistes il y a seulement 24 heures, après notamment l'annonce hier de la formation du nouveau gouvernement intérimaire.

Pap. de Dominique de Courcelles :

«...Un gouvernement intérimaire a été mis en place et là, tout a basculé car il n'est exclusivement composé que des tendances les plus dures des différents partis. Il inclut même au moins un représentant de la CDR, la milice armée de l'ancien parti unique. En gros, il est formé de personnes qui rejettent ou qui veulent renégocier les accords de paix d'Arusha. Même si le chef de l'Etat a déclaré que sa priorité était de continuer à négocier avec le FPR pour installer un gouvernement de transition dans les six semaines, les rebelles du FPR l'ont immédiatement rejetée en lançant leur offensive contre la capitale. Fin donc de l'espoir de cessez le feu. Nous appelons tous les Rwandais à nous aider dans la lutte contre cette clique, y compris les soldats gouvernementaux qui voudraient se joindre à nous, a déclaré Paul Kagame, le chef du haut commandement des rebelles, qui reproche à plusieurs membres de ce gouvernement d'être directement responsables des massacres actuels. »

P : Plusieurs chefs d'Etat africains ont déjà réagi aux événements sanglants qui se déroulent au Rwanda.

Itw d'Abdou Diouf, président du Sénégal (Assane Diop) :

«Je suis d'accord pour que l'ensemble de la communauté internationale se mette debout pour mettre fin à cette violence et permettre au dialogue politique de se renouer dans des meilleures conditions.

(Q. d'A. D. : Aujourd'hui le recours à une force internationale soit l'égide des Nations unies, de l'Oua ou de pays tiers, tel que la France, vous paraît utile dans des situations telles que le Rwanda ?)

Il me paraît utile et même indispensable. C'est une nécessité parce que les protagonistes sur place ne peuvent rien régler eux-mêmes, dans l'immédiat en tout cas. Je suis d'accord pour une solution internationale. »

Invité : le colonel belge Luc Marchal, qui commande les casques bleus à Kigali.

Itw du colonel Luc Marchal, commandant des casques bleus à Kigali (Muriel Pomponne) :

« ...Nous mettons en place un dispositif qui devrait nous permettre d'abord dans un premier temps de replier l'ensemble des unités qui se trouvent dans la zone démilitarisée vers la zone de Kigali, d'assurer avec ces éléments une défense dans la ville et à l'aérodrome de façon à pouvoir mettre en place un dispositif de sécurité permettant donc l'évacuation du personnel de l'Onu...Puisqu'un détachement franco-belge est en mouvement, ils se chargeront essentiellement des expatriés...

(Q. de M. P. : C'est-à-dire que le regroupement des étrangers a commencé ?)

Non, il n'a pas encore commencé...

(Q. de M. P. : Les troupes françaises sont-elles maintenant à l'intérieur de la ville de Kigali ?)

Non, les troupes françaises qui sont arrivées ce matin avaient pour mission d'assurer la sécurité et la mainmise sur l'aérodrome. Cette unité-là est en position sur l'aérodrome.

(Q. de M. P. : Donc on attend des renforts qui elles vont aller en ville, pour s'occuper du rapatriement des Français par exemple ?)

Oui. Enfin c'est le but du détachement qui est en vol... »

518/ Afrique soir (1994 JAF 0099 C) - 9 avril 1994

P = Yves Rocle

T = Situation toujours très tendue dans la capitale du Rwanda. Les pays occidentaux mettent en œuvre une opération d'évacuation de leurs ressortissants. La France a procédé à une première opération d'évacuation par les airs ce soir. Sur le plan militaire, trois colonnes du FPR se dirigent apparemment vers Kigali.

P : Ce matin, quelques 280 parachutistes français ont atterri sur l'aéroport de Kigali. Le ministère des Affaires étrangères annonce qu'un premier avion avec à son bord 33 personnes a décollé ce soir de l'aéroport de Kigali.

Direct de Jean Hélène à Kigali :

(Q. d'Y. R. : Première question. Est-ce que les combats continuent à Kigali ?)

« Oui les combats continuent mais de manière beaucoup plus modérée que hier. On entend régulièrement des rafales d'armes légères et des coups de canon, de l'artillerie lourde, plutôt vers la périphérie de la ville... Là depuis une heure et demie, on n'a pas entendu de coups de feu. Ceci dit, hier les affrontements semblaient très serrés et jeudi beaucoup plus, jeudi quand le FPR avait tenté une sortie... le FPR tente maintenant d'envoyer des renforts de son quartier général de Mulindi dans le nord. Et maintenant, le problème est de savoir si les renforts du FPR arriveront à faire la jonction avec le FPR qui résiste à Kigali. Et de savoir aussi quelle va être la réaction de l'armée puisqu'elle semble en position d'attente. C'est la Garde présidentielle qui contrôle la ville et qui mène les combats.

(Q. d'Y. R. : Alors Jean précisément, vous parlez de garde présidentielle, de combats, je crois qu'il y a aussi des massacres ?)

Oui en effet. Les massacres, je crois que vous avez eu des témoignages assez parlants, c'est terrible, c'est horrible.

(Q. d'Y. R. : Est-ce que ces massacres continuent aujourd'hui Jean?)

Oui les massacres continuent en effet. Je suis allé à l'hôpital. Les blessés continuent d'arriver. Je sais que cet après-midi une famille entière a été massacrée dans l'enceinte d'une mission religieuse où ils avaient trouvé refuge. Et dans l'hôpital, c'est une morgue qui déborde de cadavres qui s'empilent et puis les salles d'urgence où l'on marche dans le sang, des blessés couverts de plaies, donc qui gémissent. On voit des enfants, des vieillards, des femmes, sans aucune distinction. Et le CICR qui sillonne la ville avec ses voitures pour ramasser les blessés dans la rue ou dans les maisons qu'on leur a désignées. Un délégué du CICR me disait « On a six voitures pour chercher les blessés, il nous en faudrait une centaine.

(Q. d'Y. R. : Ces massacre se poursuivent. Avez-vous pu déterminer qui les commet ?)

Alors ici on pense, d'après les témoignages qu'on reçoit, moi je n'ai pas fait personnellement de tour en ville dans ces quartiers populaires où se passent l'essentiel des massacres, mais ce sont des miliciens essentiellement des partis extrémistes, CDR donc et même des jeunesses du MRND, l'ancien parti au pouvoir du président Habyarimana.

(Q. d'Y. R. : Sait-on à qui ils obéissent aujourd'hui ?)

Difficile de savoir. On sait que la Garde présidentielle tient la ville mais on ne sait pas qui est à sa tête. Des militaires participent à ces massacres aussi d'après les témoignages qu'on a reçus. On ne sait pas à qui ils obéissent. En tout cas, ils ne semblent pas obéir au gouvernement qui a prêté serment aujourd'hui à Kigali, à l'hôtel du 5 juillet.

(Q. d'Y. R. : Jean, une dernière question. Est-ce qu'il vous semble que ces massacres sont directement à caractère ethnique ?)

Non, euh, pas seulement. C'est sûr que la communauté tutsie semble être particulièrement visée mais aussi les Hutus qui étaient dans l'opposition qui étaient favorables à une collaboration avec le FPR d'un point de vue politique. Et puis bien sûr il y a des règlements de compte. Les Belges semblent viser aussi. Il y a des

barrages où les miliciens à moitié soûls souvent demandent l'identité des Blancs, « est-ce que vous êtes belges » d'un ton très agressif. Voilà comment ça se passe. Et dans l'hôtel ici où nous sommes réfugiés, aux Mille collines, les gens ont peur, même les Blancs ont peur. »

P : ...Un premier avion vient tout juste d'évacuer 43 personnes. Le FPR lance une mise en garde aux troupes étrangères. En substance, le FPR accepte l'opération humanitaire d'évacuation mais avertit que si les troupes étrangères s'aventuraient à élargir cette mission et à intervenir dans le conflit, ils n'hésiteraient pas à les attaquer.

Itw de Michel Roussin, ministre français de la Coopération (Thierry Perret) :

« Il s'agit uniquement de la mise en place d'un dispositif pour permettre le rapatriement des Français et des étrangers. Nous n'avons pas d'autre mission. L'Onu qui est sur place doit assurer sa mission. Pour ce qui nous concerne, il s'agit bien de rassurer nos compatriotes et les autres personnes que nous pourrions protéger et cela s'arrête là. Ce que je souhaite, c'est que les passions s'apaisent, que ces massacres cessent, qu'un cessez le feu puisse enfin avoir lieu et que cet enfer cesse.

(Q. de T. P. : Est-ce que les troupes françaises peuvent accomplir leur mission, telle que vous venez de la définir, sans s'interposer, sans faire le nécessaire pour arrêter les massacres ?)

Les troupes françaises ne s'interposeront pas. Les troupes françaises sont là pour préserver nos compatriotes et les autres étrangers qui souhaiteraient quitter le pays. »

P : ...La quasi-totalité des pays occidentaux enclenchent actuellement une opération d'évacuation de leurs ressortissants.

Pap. de Laurent Chaffard :

«... Un premier vol avec à son bord quelques dizaines de Français a déjà quitté Kigali. Les FAR qui occupent l'aéroport sont d'accord pour laisser passer les avions français. Mais apparemment uniquement ceux-là pour le moment. Elles ne seraient pas prêtes pour le moment à laisser le passage aux avions belges...Seule la France a pu être autorisée à effectuer des rotations aériennes à partir de l'aéroport de Kigali. On pourrait donc s'acheminer vers une prise en charge par la France des ressortissants occidentaux, ressortissants qui seraient alors dirigés vers les pays voisins. »

P : ...Le FPR a annoncé que ses troupes marchaient actuellement vers Kigali.

Itw d'Emile Rwamasirabo, un des responsables du FPR à Kampala (Dominique de Courcelles) :

« Nous voulons arrêter les massacres, nous voulons arrêter les responsables de ces massacres afin de remettre le pays sur la voie de la démocratie. Les forces de l'opposition ont été systématiquement exterminées. Prendre le pouvoir n'a jamais été notre intention... »

(Q. de T. P. : Est-ce que votre but est d'arriver à Kigali ?)

Nous devons arriver à Kigali, c'est évident, pour venir en aide aux populations qui sont en train d'être massacrées, même à l'heure actuelle. Nos troupes sont en train d'avancer sur Kigali... »

P : Dans l'autre camp, on tente aussi de se réorganiser...

Pap. de Thierry Perret :

« C'est l'ancien président de l'Assemblée nationale, membre du parti du président Habyarimana, qui a pris la tête de ce gouvernement intérimaire formé cette nuit. A ses côtés, une majorité de ministres issus de l'ancien parti unique. En tout cas, des personnalités hostiles, selon nos différents témoignages, aux accords d'Arusha. Ce gouvernement a été aussitôt désavoué par le FPR... Rappelons toutefois que les informations sont tout à fait parcellaires sur la situation militaire encore pour le moment. »

Invité : Emile Rwamasirabo, un des responsables du FPR de Kampala. Première question que Dominique de Courcelles lui a posé : Pourquoi le FPR a-t-il refusé de reconnaître le nouveau gouvernement de Kigali et pourquoi a-t-il rompu le cessez le feu ?

Itw d'Emile Rwamasirabo, un des responsables du FPR à Kampala (Dominique de Courcelles) :

« On n'a jamais négocié un quelconque cessez le feu avec qui que ce soit. »

(Q. de T. P. : Vous n'avez même pas commencé ?)

Non, absolument pas. L'idée de cessez le feu a été avancée par la Minuar... C'est un mensonge. Deuxièmement, à partir du moment où les massacres ont commencé, les massacres systématiques d'opposants politiques ainsi que des populations tutsies, l'accord d'Arusha était violé et il n'était pas possible pour le FPR de rester les bras croisés en attendant que toute la population civile de Kigali se fasse massacrer. Il était de notre devoir, et je ne pense pas que personne ne puisse nous condamner, d'être intervenu.

(Q. de T. P. : Est-ce qu'il n'y avait pas un espoir du fait d'un gouvernement que peut être les massacres cessent ?)

... Ce gouvernement est composé des membres du MRND, du CDR, des membres de la section favorable à l'ancien président du MDR, du PL. C'est une émanation de cette clique qui a organisé les massacres systématiques dans la capitale. Il est absolument inconcevable pour le FPR de considérer ce gouvernement comme un

interlocuteur valable. Nous nous serions attendus à ce que la communauté internationale dénonce de façon vigoureuse le gouvernement ainsi que l'armée, la Garde présidentielle qui a perpétré les massacres des populations innocentes. Je ne pense pas que personne ne puisse nous condamner pour la reprise de la guerre. Nous avons repris la guerre. Le gouvernement n'est absolument pas pour nous un interlocuteur.

(Q. de T. P. : Pour vous aujourd'hui, la seule solution, c'est la reprise de la guerre, il n'y a pas de négociation possible ?)

Il n'y a pas de négociation possible parce que nous avons à faire avec une horde de bandes sauvages en train de massacrer systématiquement des populations.

(Q. de T. P. : Contre qui combattez-vous maintenant ? Est-ce que c'est contre la Garde présidentielle et toute l'armée ou y a t il une partie de l'armée qui est de votre côté ?)

Nous savons qu'il y a une partie de l'armée qui n'est pas avec les assassins. Notre ennemi principal actuellement, c'est la Garde présidentielle. Mais il va de soi que toutes les personnes qui se mettent du côté de la Garde présidentielle sont des ennemis du pays.

(Q. de T. P. : Est-ce que vous pensez rallier une partie de l'armée de votre côté ?)

Nous avons fait appel à la force armée rwandaise, à tous ceux qui sont révoltés par ce qui se passe, pour se joindre à nous. Nous espérons qu'une partie de l'armée ainsi que la majorité de la population rwandaise, ainsi que la communauté internationale se rallient à nous. »

P : Arrivée de nouveaux renforts français à Kigali il y a quelques minutes. Il y a maintenant environ 400 soldats français sur l'aéroport de Kigali. Et l'opération d'évacuation des étrangers est commencée. Un avion a décollé il y a quelques heures maintenant avec à son bord une quarantaine de personnes, une quarantaine d'étrangers.

- Journaux Afrique du 10 avril 94 (1994 JAF 0100)

519/ Afrique matin (1994 JAF 0100 A)

P = Philippe Leymarie

T = Les opérations de regroupement et d'évacuation d'étrangers se poursuivent. Le FPR demande aux forces étrangères de rester neutres. Le nouveau président rwandais félicite son armée pour avoir agi avec rapidité.

P : Les soldats français arrivés hier à Kigali en provenance de Bangui devraient pouvoir assurer dès ce matin l'évacuation des ressortissants français qui le souhaiteraient...

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Vision insoutenable que ces monceaux de cadavres dans la morgue et qui débordent jusque dans la cour. Des dizaines de corps sanguinolents parfois recouverts de couverture, parfois couverts de mouches. Les autorités viennent de réquisitionner des prisonniers pour enterrer les victimes des massacres dans des fosses communes. A côté de la morgue, les salles d'urgence. On marche dans des flaques de sang devant des patients qui gémissent ou se taisent encore muets d'horreur. Ils sont couverts de plaies béantes, coups de machettes, éclats de grenades, blessures par balle. Hommes, femmes, enfants, vieillards, sans distinction. Dans l'hôpital gardé par des militaires, une dizaine de médecins rwandais opèrent jour et nuit, tandis que les véhicules du CICR sillonnent les quartiers pour ramasser les blessés. Une mission risquée, les miliciens sont agressifs et les combats n'ont pas cessé. »

P : De nombreux autres témoignages font état d'assassinats et de pillage dans la capitale et à l'intérieur du pays. Le nouveau président burundais Théodore Sindikubwabo... a tenu justement à remercier les militaires pour avoir, dit-il, agi avec rapidité, notamment à Kigali après la mort du président Habyarimana, pour tenter de ramener le calme...

Pap. de Thierry Perret :

« Les troupes du FPR, à peu près 20 000 hommes, stationnées à Mulindi, font mouvement vers la capitale. Des affrontements avec les forces gouvernementales auraient lieu déjà. Celles-ci comportent 30 000 hommes au total. Dans la capitale, les affrontements opposent depuis trois jours déjà une unité du FPR de 600 hommes et des militaires, visiblement des membres de la Garde présidentielle, forte de 700 hommes. L'Onu avait tenté vendredi d'obtenir une trêve entre les belligérants, ce qui n'a pas été le cas. Mais les combats ont tout de même baissé d'intensité à Kigali. »

P : Les combattants du FPR qui pourraient approcher de la capitale dès ce matin...

Itw d'Emile Rwamasirabo, un des responsables du FPR à Kampala (Dominique de Courcelles) :

Extrait de l'itw diffusée la veille au soir. L'itw a été remontée :

« Nous devons arriver à Kigali, c'est évident, pour venir en aide aux populations qui sont en train d'être massacrées, même à l'heure actuelle. Nos troupes sont en train d'avancer sur Kigali...

Nous voulons arrêter les massacres, nous voulons arrêter les responsables de ces massacres afin de remettre le pays sur la voie de la démocratie. Les forces de l'opposition ont été systématiquement exterminées. Prendre le pouvoir n'a jamais été notre intention. »

P : Le Front qui rejette en ces termes le pouvoir intérimaire qui s'est mis en place à Kigali.

Suite de l'itw :

«C'est une émanation de cette clique qui a organisé les massacres systématiques dans la capitale. Il est absolument inconcevable pour le FPR de considérer ce gouvernement comme un interlocuteur valable. »

P : Le FPR a prévenu qu'il considérerait comme hostile les militaires étrangers déployés pour évacuer les civils s'ils ne partent pas aussitôt après avoir achevé leur mission. Une mission qui ne serait plus alors humanitaire... Les parachutistes belges n'ont pas pu atterrir à Kigali... Les 800 parachutistes belges ont atterri à Bujumbura... Bujumbura, où 300 marines américains qui stationnaient au large de la Somalie, étaient attendus dans les heures qui viennent... Boutros Boutros-Ghali a salué cette nuit l'extraordinaire retenue de la population du Burundi...

520/ Afrique midi (1994 JAF 0100 B) - 10 avril 1994

P = Dalila Berritane

T = Un espoir d'apaisement au Rwanda, après l'annonce par le chef des casques bleus à Kigali d'un accord de cessez le feu...

P : Le colonel Luc Marchal affirme qu'un cessez le feu a été conclu ce matin entre le gouvernement et les rebelles du FPR. Ce cessez le feu a-t-il des chances de tenir compte tenu de la tension extrême qui régnait ces derniers jours à Kigali ?

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Le cessez le feu annoncé en fin de matinée sera-t-il une lueur d'espoir pour le Rwanda ? Il est vrai que les canonnades ont diminué d'intensité à la mi-journée à Kigali mais dans les quartiers où traînent encore des cadavres, les miliciens sont toujours maîtres des rues. Ils sont à pied ou en voiture brandissant fièrement leur machette ou même des grenades. Aujourd'hui, ils semblent plus occupés à piller qu'à massacrer. Dans le quartier de Gikongo, un entrepôt de bicyclettes a été dévalisé. Plus bas, ce sont les stocks du CICR et du PAM. Des centaines de civils quittent les entrepôts avec un sac sur la tête ou une camionnette chargée à ras bord. A un kilomètre de là, devant l'ambassade de France, on se prépare à évacuer vers l'aéroport. Les paras français circulent le doigt sur la gâchette pour ouvrir une route qui contourne la ligne de front. Sur la colline des ministères, plus de deux cents voitures, environ un millier d'étrangers se préparent à partir en convoi par la route à l'heure qu'il est. Les Américains qui organisent cette évacuation ont envoyé des véhicules en reconnaissance pour s'assurer que les barrages de miliciens se franchiront sans problème car hier un convoi similaire a essuyé quelques tirs. »

Pap. d'Assane Diop :

«Le cessez le feu a été obtenu par la Minuar. D'ailleurs seule la Minuar annonce l'existence de ce cessez le feu. Cette trêve a été négociée avec les groupes armés en conflit, les rebelles et les combattants armés progouvernementaux rwandais...Si à Kigali, on observe un calme relatif, dans le reste du pays, des combats très violents ont été signalés ce matin... »

Itw de Jacques Roger Booh Booh (Assane Diop) :

« Nos efforts sont de voir ceux qui sont en charge des forces militaires. Vous pouvez les appeler des autorités de fait, des autorités gouvernementales mais ce sont des autorités qui contrôlent des forces militaires, des forces armées très importantes. Je pense que le dialogue ne peut s'instaurer qu'entre ces divers comités ou gouvernement rwandais et le FPR. Y a pas 10 000 forces ici.

(Q. d'A. D. : Le secrétaire général de l'Onu a dit qu'il prendrait les décisions nécessaires pour assurer la sécurité des casques bleus. Il y a certains diplomates en poste au Rwanda qui parlent de l'éventualité d'un retrait de la Minuar si la situation devait se détériorer. Qu'en est-il sur ce point ?)

Le Conseil de sécurité et le secrétaire général n'ont pas encore pris de décision. C'est donc une éventualité mais ce n'est pas une décision. »

Pap. de Jérôme Bastion :

«Plus de 150 Français sont déjà partis...Les Belges n'ont pas encore posé leur dizaine d'avions militaires... Ils ne sont pas sûrs de pouvoir le faire en toute sécurité. La France pourrait se charger de les transporter... puisque les Français sont les seuls à contrôler l'aéroport et la route qui mène au centre ville...Mais c'est par la route que des convois de voitures particulières ou d'autobus ont permis depuis 48 heures à des centaines d'étrangers américains, suisses, belges ou allemands, des employés de l'Onu de rejoindre au sud le Burundi, parfois en essayant des tirs. Ils sont en tout plus d'un millier à avoir déjà fui le pays... »

Itw de Mohamed Sal Sao, fonctionnaire de l'Onu rapatrié vers Bujumbura (Cécile Megie) :

« ...Nous étions calfeutrés chez nous...tellement les combats étaient violents...On a pas vu, on a plutôt entendu...Nous avons entamé l'évacuation vers Bujumbura par la route...ce que nous avons vu dehors, c'étaient des militaires pas particulièrement agressifs. Des fois, on a rencontré certains barrages de populations civiles, pour certains relativement agressifs. Ils étaient à la recherche de Tutsis appartenant au système des Nations unies ou protégés. Donc, dans le convoi, les Noirs étaient relativement exposés. Pour peu qu'on avait les traits d'un Tutsi, on était un peu suspect. Cela entraînait certaines bavures, certains dérapages, mais bon, tant bien que mal, nous en sommes sortis. »

Itw de Michel Roussin, ministre de la Coopération (Assane Diop) :

« Nous ne sommes pas là pour faire la guerre. On est bien là dans le cadre d'une action ponctuelle humanitaire de sécurité et de sauvegarde de nos compatriotes. Et vous me permettez de dire qu'ils ont été merveilleux nos compatriotes parce que je peux vous assurer qu'après ce troisième jour, il faut beaucoup de sang froid, de courage pour tenir le coup et vraiment je salue ce courage et cette discipline... Et nous ne sommes pas engagés dans une quelconque histoire d'intervention militaire. La France a beaucoup donné dans cette affaire du Rwanda. C'est grâce à nous que les Rwandais ont pu se réunir autour d'une table à Arusha en août dernier. Elle avait fait beaucoup la France pour que les gens puissent se remettre à parler ensemble. Ce que je souhaite maintenant, c'est que ce conflit cesse, que la paix revienne, qu'il y ait un véritable cessez le feu. Ils ont pu se parler il y a six mois, ils peuvent quand même arrêter de se massacrer et penser à leur pays. »

P : ...Willy Klaes a précisé que les parachutistes belges ne dépasseront pas le cadre de la mission de protection et d'évacuation des ressortissants étrangers. Ils ont une tâche humanitaire, a expliqué le ministre belge. A noter cette réaction du pape Jean Paul II... Jean Paul II a lancé un appel en faveur de la paix au Rwanda. « Arrêtez ces violences, arrêtez ces tragédies, ces massacres fratricides », a lancé le pape devant les 311 participants au synode. J'apprends à l'instant que, selon des témoignages recueillis par l'AFP, des massacres se poursuivraient dans les quartiers populaires de Kigali. Et puis, faut-il le rappeler, les troubles au Rwanda ont fait plusieurs milliers de morts depuis mercredi selon un bilan donné par la Croix rouge internationale.

521/ Afrique soir (1994 JAF 0100 C) - 10 avril 1994

P = Pascal Gautier

T = La journée a encore été marquée par des massacres dans les rues de Kigali. Parallèlement, de violents combats se sont déroulés à la périphérie nord de la capitale... Ce cessez le feu n'est pas entré en vigueur. En revanche, l'Onu a semble-t-elle obtenu une trêve qui devrait entrer en vigueur à partir de cette nuit pour 48 heures. Il s'agirait simplement de permettre l'évacuation des étrangers... Plus de 500 Français ont déjà été évacués.

P : ...Kigali n'en finit pas de souffrir. Les pillages, les chasses à l'homme continuent presque sans interruption. Les cadavres jonchent le sol. Les équipes de la Croix rouge ne peuvent que s'occuper, comme elles le peuvent, des blessés. Les morts sont ramassés dans les camionnettes avant d'être enterrés dans les fosses communes. Ces spectacles d'horreur se doublent d'affrontements à la périphérie de Kigali.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« La fusillade éclate tout près de l'hôtel Méridien, situé à 200 mètres de la ligne de front... Dans la capitale, les troupes du FPR résistent toujours autour de l'ancien Parlement, face à la Garde présidentielle probablement soutenue par des unités des FAR. Après une matinée calme, l'artillerie lourde a retenti toute l'après-midi et une violente canonnade a secoué la ville ce soir pendant 20 minutes. Les renforts annoncés du FPR se font attendre. Manifestement, ils ont été freinés dans leur progression vers Kigali. Depuis le Méridien, où s'écrasent parfois des balles perdues, les soldats de la Minuar opèrent tous les jours des sorties pour récupérer les familles d'expatriés disséminées dans les quartiers touchés par les combats. Le Méridien abrite aujourd'hui quelques 500 expatriés, qui attendent une évacuation. Celle-ci ne pourra se faire qu'à la faveur d'une accalmie. »

P : ...En fait, il n'y a pas de cessez le feu, Jean Hélène.

Suite de la corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Le cessez le feu avait été annoncé un peu vite dimanche matin. Il n'a pas été signé, il est toujours en négociation entre le nouveau gouvernement et le FPR. Les médiateurs onusiens n'ont pas encore réussi à aplanir les différents. Le FPR souhaite un cessez le feu sur Kigali uniquement, alors que le gouvernement le veut général. D'autre part, le FPR rejette toujours les nouvelles autorités rwandaises mais, à l'hôtel des Diplomates, le siège du nouveau pouvoir, on annonce qu'il n'y a pas d'alternative à l'équipe gouvernementale formée après que le comité de crise, composé de militaires, ait passé la main il y a 48 heures. »

Itw du colonel Luc Marchal, chef du contingent belge au sein de la Minuar (Assane Diop) :

« Le cessez le feu négocié cet après-midi a changé de nom. Il s'appelle maintenant une trêve... qui aura une valeur de 48 heures.

(Q. d'A.D. : Alors la signature du document doit intervenir quand ?)

Le document devait être encore rédigé et puis signé par les deux parties...

(Q. d'A.D. : Il s'agit donc d'une trêve de 48 heures, autrement dit les hostilités peuvent continuer après ces 48 heures ?)

Après ces 48 heures, en effet, les hostilités sont censées reprendre sauf si la Minuar arrive à progresser dans les négociations qui ont été entamées. »

P : Le nouveau pouvoir est en tout cas contesté par le FP, un pouvoir notamment incarné par Jean Kambanda, qui a le titre de Premier ministre. Le moins que l'on puisse dire c'est que ce nouveau pouvoir ne semble pas maîtriser la situation. Cela n'est pourtant pas l'avis de Jean Kambanda.

Itw de Jean Kambanda, Premier ministre (Jean Hélène) :

« Je pense que c'est un peu exagéré de dire qu'on ne contrôle pas la situation dans la capitale. Il faut dire que le gouvernement n'a été mis en place qu'hier soir. En une

journée de travail, il a pu tenir deux conseils. Et de deux conseils, on a sorti des communiqués de pacification. Et ce matin encore, on a pu réunir les journalistes pour qu'ils nous aident à faire la paix, à pacifier la population. Je crois que les partis politiques viennent de prendre leurs responsabilités parce qu'ils viennent de lancer à leur tour un communiqué. Tout est fait pour que la situation redevienne normale. Il y a probablement encore des tueries. Je dois dire que l'intensité a certainement diminué et que nous espérons que très bientôt la situation pourrait devenir normale à Kigali. »

P : Malgré les combats, les opérations d'évacuation d'étrangers se poursuivent à un rythme soutenu. Cinq avions français Transal atterrissent tour à tour sur l'aéroport de Kigali. Les étrangers arrivent avec des images d'horreur dans les yeux.

Corr. de Christophe Boisbouvier de l'aéroport de Kigali :

«Ils ont le regard vide, le tee-shirt trempé de sueur. Il n'y a même pas sur leur visage une expression de soulagement au moment où leur convoi de camions arrive à l'aéroport. Non, ils en ont trop vu. Un coopérant français raconte comment douze de ses voisins, Hutu comme Tutsi, ont été rafalés par des hommes en uniforme puis achevés à la machette. Un vétérinaire, français lui aussi, revit comme un cauchemar les trois derniers jours où il est resté barricadé chez lui. Trois fois, des hommes armés et ivres sont venus voir s'il y avait des employés tutsis chez lui et si lui-même était belge. Mais le témoignage le plus terrible, c'est celui du docteur Dorlencourt (?) de MSF France. Depuis deux jours, elle opérait à l'hôpital central de Kigali. Dans la nuit de samedi à dimanche, des hommes en armes sont venus à l'hôpital et ont achevé les hommes qu'elles avaient sauvés. Ailleurs, dans le quartier Gikongo, elle a appris que des dizaines de malheureux qui s'étaient réfugiés dans une église ont été poussés dehors et abattus au fusil puis à la machette. Le docteur a cette phrase : « Pendant deux jours, je n'ai vu que des morts ou des blessés graves, aucun blessé léger. J'ai connu des situations difficiles au Mozambique, au Burundi mais cela, je ne l'avais jamais vu, dit-elle, c'est la chasse aux Tutsis, parfois aux Belges, je ne sais plus à quoi je sers, je me replie sur le Burundi avec notre dernière équipe. » Tout est dit. Le docteur Dorlencourt est exténuée. Elle a les yeux humides. Ce qu'elle a vécu dépasse ses capacités de résistance physique. »

Itw de Michel Roussin, ministre de la Coopération (Thierry Perret) :

«Les choses se déroulent maintenant dans de bonnes conditions. Tous les Français qui étaient isolés sont maintenant rassemblés...Jusqu'à présent, 472 personnes ont été évacuées par voie aérienne. Par ailleurs, 47 Français qui par voie terrestre sont passés au Burundi. 14 autres de nos compatriotes ont rejoints par voie routière Goma. Il reste une cinquantaine de Français ce soir qui sont protégés par nos militaires... »

Itw de Mohamed Sal Sao, fonctionnaire de l'Onu rapatrié vers Bujumbura (Cécile Megie) :

Diffusée à midi

P : ...La Garde présidentielle refusait que des avions belges atterrissent sur l'aéroport de Kigali. Un accord a finalement été obtenu avec les autorités. Un premier avion belge a atterri cet après-midi. Le sentiment anti-belge reste cependant très fort au sein de l'armée rwandaise. On sait que 14 Belges, dont 10 soldats de l'Onu ont été tués.

Itw de Willy Klaes, chef de la diplomatie belge :

«Je le regrette amèrement parce que s'il y a un pays qui depuis des années fait des efforts considérables en faveur du Rwanda, c'est bien la Belgique...Il s'agit vraiment d'un climat que nous ne méritons pas. Ce qui est vrai, dans le camp des extrémistes hutus, on nous a apparemment jamais pardonné d'avoir retiré dans une autre phase d'irrégularité après quatre semaines nos troupes et ce qui est probablement plus important, on nous a jamais pardonné d'avoir joué un rôle assez important dans le processus de paix, où nous avons toujours pris une attitude très objective, très neutre. En disant aussi bien aux partis politiques qui faisaient partie du gouvernement qu'aux soi-disant rebelles du FPR, qu'il n'y avait qu'une solution. C'était le respect des accords, les droits de l'homme et la priorité socio-économique pour la population. Ca n'a pas plu apparemment à tout le monde. »

Itw de Blaise Compaoré à Paris :

«Nous avons reçu cela avec beaucoup de douleur. Nous pensons que le peuple du Rwanda ne mérite pas cela. Mais nous constatons aussi malheureusement que l'Afrique va encore traverser beaucoup d'épreuves avant sa démocratisation car nous avons des limites historiques qui nous empêchent d'avancer au rythme voulu par les populations et même par la communauté internationale mais nous faisons confiance aux Africains pour réussir la formation des Nations et bien sûr la préservation des libertés. Cela bien sûr avec le soutien de la communauté internationale. »

- Journaux Afrique du 11 avril 94 (1994 JAF 0101)

522/ Afrique matin (1994 JAF 0101 A)

P = Philippe Leymarie

T = Des soldats parfois ivres, des bandes de jeunes brandissant des machettes se partagent encore les rues de Kigali, où s'entassaient les corps mutilés des victimes des massacres interethniques de ces derniers jours.

Corr. de Christophe Boisbouvier de Kigali :

«Le cessez le feu n'est pas encore effectif...Selon le général Poncet qui commande le détachement français ici, près de 500 expatriés, français, belges, américains, ont déjà été embarqués à bord d'avions Transal. Quelques Rwandais arrivent aussi à monter dans ces avions de la survie. Samedi, 12 membres de la famille du président défunt Habyarimana et dimanche, 92 bambins de l'orphelinat Sainte Agathe. La directrice de l'établissement, une religieuse polonaise, qui vit à Kigali depuis douze ans, ne voulait pas partir. Mais hier matin, de jeunes civils armés de fusils, de bâtons, visiblement ivres ou drogués, sont venus massacrer les employés tutsis. Pour les enfants, il ne restait plus que la fuite. »

P : ... La Croix rouge est débordée. Elle ramasse les morts par milliers...Insécurité et situation confuse à l'intérieur comme à l'extérieur de la capitale.

Pap. de Thierry Perret :

«...Selon un représentant du FPR, que nous avons contacté à Kampala, il n'est pas question de suspendre les hostilités, mais on se dit près à collaborer avec les militaires étrangers pour faciliter l'évacuation et seulement dans ce cadre humanitaire. On reste donc dans l'expectative pendant que le gouvernement de crise, non reconnu par le FPR, tente de reprendre un tant soit peu le contrôle de la situation en ville. »

P : Le Conseil des ministres du Rwanda a siégé de nouveau hier. Il a appelé le FPR, je cite, à abandonner cette mentalité de guerre qui ne profite à personne, à adopter de nouveau la logique de paix et à reprendre la discussion, fin de citation. De son côté, le commandant en chef de l'armée, le colonel Gatsinzi, affirme que, même si quelques militaires ont quitté en colère leur caserne et pourraient avoir tuer pour se venger quelques personnalités et quelques personnes, et bien selon lui, la plupart des militaires ont été rappelés dans leur caserne ou y ont été maintenus. Même son de cloche de la part du chef de ce gouvernement provisoire, Jean Kambanda, pour lequel il ne faut pas tout focaliser sur cette Garde présidentielle, accusée d'être la principale fauteuse de troubles à Kigali.

Itw de Jean Kambanda (Jean Hélène) :

«Je ne peux pas affirmer que c'est la Garde présidentielle qui contrôle la capitale. Je ne voudrais même pas qu'on singularise cette Garde présidentielle puisqu'on a l'impression qu'on a un peu isolé la Garde présidentielle par rapport au reste de l'armée. Ce que je peux affirmer, c'est que dans l'ensemble, nos militaires sont restés relativement calmes et disciplinés. Il y a eu ici et là, aussi bien dans la Garde présidentielle qu'ailleurs, des indisciplinés. Ce n'est pas à cause des indisciplinés que l'on devrait dire que l'armée rwandaise a participé activement dans les massacres. »

P = Donaig Le Du

Direct avec Christophe Boisbouvier de Kigali :

(Q. de D. le D. : Alors où est-ce qu'on en est ce matin sur le plan militaire ?)

Il n'y a toujours pas de cessez le feu. Le général Roméo Dallaire se démène. Il fait la navette en avion entre le gouvernement de Kigali et les rebelles dans leur quartier général de Mulindi. Pour l'instant, les deux camps n'arrivent pas à s'entendre... Les combats continuent. Je les entends, tout le monde les entend... Quand au nord du pays, il est très difficile de savoir ce qui s'y passe parce qu'il y a très peu de témoins. On ne sait pas si les rebelles avancent toujours. Ce qui est certain c'est qu'ils ne sont pas en vue de la capitale. Le gouvernement intérimaire affirme que la progression aurait été bloquée sur les trois fronts du nord, devant Ruhengeri, Byumba et dans le Mutara. Des sources indépendantes, notamment des confrères qui étaient sur place il y a 48 heures, confirment que samedi, les rebelles étaient surpris par la capacité de résistance de l'artillerie de l'armée régulière, que l'on croyait désorganisée. Et donc qu'ils ne pouvaient pas s'emparer de Byumba. Mais je vous le rappelle, c'était avant-hier et tout ça a pu bouger. Tout va très vite. Le pays est petit. Byumba n'est jamais qu'à 80 km de Kigali.

(Q. de D. le D. : Christophe, vous avez traversé Kigali ce matin. Quel spectacle offre la ville ?)

Aucun véhicule ne circule en dehors de ceux des militaires français, Nations unies et de quelques voitures diplomatiques. Les gens restent terrés chez eux. Il reste un certain nombre de cadavres sur les chaussées, notamment dans les quartiers populaires. Et vous croisez de loin en loin de petits groupes de personnes visiblement assez excités avec des coupe-coupes à la main. »

Itw d'Emile Rwamasirabo, un des responsables du FPR à Kampala (Farida Ayari) :

« Nous tenons ce gouvernement comme étant responsable de tout ce qui se passe actuellement. Quand on voit la composition de ce gouvernement, on voit très bien qu'il s'agit de la bande la plus extrémiste de la politique rwandaise. Prenez l'exemple de l'actuel ministre de l'Intérieur. Vous avez peut-être entendu parler de ce qu'on a appelé « l'escadron de la mort ». Mais il fait partie de cet escadron de la mort. Il a même été cité dans le rapport de la Commission internationale des droits de l'homme pendant les massacres des populations du Bugesera. Comment voulez-vous que l'on négocie avec des gens qui sont à l'origine de ces tueries ? Comment voulez-vous que l'on négocie avec des gens qui ont massacré en deux, trois jours plus de 10 000 personnes ? C'est inimaginable. Ce qu'il faut maintenant, c'est avancer le plus vite possible vers Kigali. Essayer de sauver ce qui peut être sauvé. »

Suite du direct avec Christophe Boisbouvier de Kigali :

(Q. de D. le D. : Alors Christophe comment se passe l'évacuation des étrangers ?)

Côté Français, l'évacuation est quasiment terminée. Il ne resterait plus qu'une quarantaine de Français. Un certain nombre de Français qui ne sont pas encore tous récupérés en brousse et puis une dizaine de religieux, de Pères blancs ou de sœurs qui restent attachés à ce pays, qui ne veulent pas partir... Côté belge, il reste encore la majorité des ressortissants belges. Ils étaient très nombreux, 1 500, avant le début de la crise. 300 paracommandos belges sont arrivés hier soir et devaient être suivis de 500 autres aujourd'hui. Le problème, c'est que les Belges sont plutôt mal vus ici par une population hutue. Ils les considèrent comme pro-FPR, à tort ou à raison. Du coup, un camion belge des Nations unies a été accroché par des tirs de francs-tireurs ce matin... Vous voyez que tous les problèmes ne sont pas résolus. »

P : ... La grande question, c'est maintenant de savoir quel va être le rôle de la France et de l'armée française sur place. Les soldats vont-ils partir une fois l'évacuation terminée ? Pour Alain Juppé, Paris doit relancer le dialogue au Rwanda.

Itw d'Alain Juppé, Premier ministre (sur Europe 1) :

« Il suffit de voir les images pour se rendre compte que l'horreur n'a pas de limites. La France, vous savez, a beaucoup fait au Rwanda depuis des mois et des mois. Nous avons obtenu des résultats puisque les accords d'Arusha avaient été signés, puisque les soldats français avaient été sur le terrain pour faciliter la réconciliation et les choses progressaient. C'est hélas l'attentat contre l'avion transportant les deux présidents qui a provoqué la reprise des combats. Je crois qu'il est de notre devoir de relancer le processus de dialogue. Ça a l'air impossible quand on voit ce qui se passe, quand on voit le degré de haine entre les Hutus et les Tutsis. Les accords d'Arusha sont là. Et le rôle de la France est de tout faire avec les pays de la zone, avec l'Oua, avec l'Onu pour essayer de faire prévaloir la raison sur la folie qui est en train de se déchaîner. »

P : ... Les combats ont jeté sur les routes des centaines de personnes qui tentent de gagner les pays voisins.

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Tous ceux qui essayent d'échapper aux massacres se retrouvent jetés sur les routes pour rejoindre au plus vite les pays voisins. Il s'agit pour la plupart de Tutsi qui ont commencé à fuir dès le lendemain de la mort du président Habyarimana. Ils sont déjà plus d'un millier à avoir franchi la frontière zaïroise, notamment vers Goma, où là ils sont pris en charge par des organisations humanitaires. Et pourtant, ils sont loin d'être à l'abri dans cette région, où ils ne sont pas les bienvenus. Tant s'en faut. Rappelons les massacres de la population rwandaise déjà réfugiée dans cette région il y a encore quelques mois. Au Burundi... relativement calme, des centaines de

personnes fuient vers la Tanzanie. Elles craignent la contagion des troubles de Kigali... D'après les témoignages, la situation est très, très tendue à Bujumbura. »

Invité : Jean-Michel Marlaud, ambassadeur de France à Kigali.

Itw de Jean-Michel Marlaud, ambassadeur de France à Kigali (Christophe Boisbouvier) :

« A ce stade, nous avons évacué 617 expatriés. Ce matin, il y en a 89 supplémentaires... »

(Q. de C. B. : Expatriés de toute nationalité ?)

Expatriés de toute nationalité bien sûr mais surtout des Français...

(Q. de C. B. : Es-ce qu'au terme des évacuations, il restera des Français au Rwanda ?)

... Ceux qui ne veulent pas partir, nous n'avons pas la possibilité de les forcer.

(Q. de C. B. : Par exemple ?)

Il y a un certain nombre de pères ou de sœurs qui parfois refusent d'être évacués... Par ailleurs, pour l'instant, l'ambassade reste ouverte.

(Q. de C. B. : Vous pensez évacuer tout le personnel diplomatique avec la fin de l'évacuation ?)

Pour l'instant, l'ambassade est ouverte. Tant qu'il n'y aura pas de décision contraire, elle restera ouverte.

(Q. de C. B. : Quelle est la mission de cette force française à Kigali aujourd'hui ? C'est uniquement l'évacuation ou c'est éventuellement le maintien de l'ordre sur l'aéroport et sur quelques autres zones sensibles ?)

La mission des forces françaises est d'assurer la sécurité des ressortissants français et étrangers qui souhaitent quitter le Rwanda.

(Q. de C. B. : Rien d'autre ?)

C'est la mission qui leur a été assignée. Ca a été dit à Paris très clairement.

(Q. de C. B. : Y a t il beaucoup de Français décédés ?)

En dehors de l'équipage de l'avion présidentiel, nous avons un décès confirmé.

(Q. de C. B. : Un père blanc dans le sud du Rwanda ?)

Oui mais vous me permettez de ne pas trop donner de détails parce que je crains toujours que des proches puissent apprendre cela avant d'avoir été prévenu directement. Je préfère ne pas m'étendre.

(Q. de C. B. : On parle de cessez le feu depuis 24 heures. Où en est-on ce lundi midi ?)

Les discussions sont toujours en cours... C'est la Minuar qui sert d'intermédiaire. Pour l'instant, ça n'a pas abouti.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous croyez ça possible dans les heures qui viennent étant donné les conditions posées d'un côté comme de l'autre ?)

Le gouvernement rwandais a aussitôt appelé à un cessez le feu, que pour l'instant le FP a rejeté. Il reste à savoir si le FPR finira par accepter ce cessez le feu dans tout le pays.

(Q. de C. B. : Le gouvernement rwandais qui vient d'être nommé il y a quelques jours est dénoncé par certains comme un gouvernement de durcissement contre le FPR ? Qu'en pensez-vous ?)

En ce qui concerne le remplacement du président Habyarimana, le nouveau chef de l'Etat par intérim et l'ancien président de l'Assemblée nationale, ce qui correspond aussi bien aux dispositions de l'ancienne Constitution rwandaise qu'aux dispositions de l'accord d'Arusha lui-même, et la répartition des ministères et des portefeuilles ministériels entre les partis politiques, est resté identique à ce qu'elle était dans le cadre du partage du pouvoir qui avait été prévu par les accords d'Arusha. En ce qui concerne maintenant l'appréciation du rapport de forces politique au sein de ce gouvernement, là chacun peut avoir une appréciation différente.

(Q. de C. B. : Si demain il y a un cessez le feu, est-ce que vous imaginez un accord politique possible encore dans l'esprit des accords d'Arusha, après tout ce qui s'est passé ces derniers jours ?)

Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas de solution au problème du Rwanda, s'il n'y a pas de réconciliation, s'il n'y a pas de capacité à travailler et à vivre ensemble. Les accords d'Arusha étaient un effort dans cette direction. C'est la seule voie pour sortir de la crise rwandaise. »

524/ Afrique soir (1994 JAF 0101 C) - 11 avril 1994

P = Pascal Gautier

T = Le FPR tente de mettre la pression sur Kigali. La Minuar n'a toujours pas réussi à obtenir une trêve. Les organisations humanitaires évacuent leurs personnels et la plupart des étrangers ont quitté le Rwanda à l'exception des Belges.

P : Kigali ne sort donc pas du cauchemar. Ce matin, des combats à l'arme lourde ont repris entre l'armée et le bataillon du FPR qui est encerclé. Quant aux massacres, ils se sont poursuivis. Ce soir ou demain, la situation pourrait peut être encore s'aggraver. Il semble, il semble, que les renforts du FPR soient de plus en plus près de Kigali.

Direct avec Christophe Boisbouvier de Kigali :

(Q. de P. G. : Est-ce qu'il y a des éléments qui permettent de savoir si effectivement les renforts du FPR ne sont plus très loin de Kigali ?)

Je crois qu'il faut être très prudent pour l'instant car toutes les informations dont nous disposons sont parcellaires. Ce qui est certain, c'est qu'il n'est plus question de cessez le feu pour l'instant. Ce matin, les rebelles ont appelé par radio tous les Rwandais à combattre, je cite, le gouvernement d'assassins qui vient d'être nommé à Kigali, fin de citation. Leur avant-garde a un objectif en effet, descendre le plus vite du nord du pays pour faire la jonction avec les 600 rebelles encerclés dans Kigali depuis cinq jours. 600 rebelles qui se battent avec l'énergie du désespoir, qui essaient même de percer avec même, c'est une surprise, beaucoup d'artillerie lourde. L'armée gouvernementale résiste. Elle s'était formée en hérisson autour de Byumba à 80 km au nord de la capitale. Elle semble avoir bien résisté aux premières attaques rebelles de vendredi et samedi dernier. Il est difficile de savoir si elle résiste toujours avec